

Plan « France Ruralités » :
les territoires ruraux sont en attente de mesures fortes
pour relever le défi des transitions

Alors que le gouvernement s'apprête à annoncer un plan « France Ruralités », Familles Rurales publie son enquête « **Territoires ruraux : perceptions et réalités de vie face aux défis des transitions** » réalisée par l'IFOP.

Cette étude confirme **la bonne image des ruralités et leur attractivité auprès de l'ensemble des Français et des ruraux particulièrement**. Si l'effet de la crise sanitaire, qui avait considérablement fait progresser les traits d'image des campagnes dans l'opinion, s'estompe, la popularité du monde rural demeure en nette hausse par rapport à 2018. Ainsi, 59% du grand public et 75% des ruraux considèrent que le monde rural connaît un renouveau. Jouissant d'une attractivité croissante liée à la recherche de qualité de vie, **l'image négative et parfois décliniste des territoires ruraux semble enfin avoir laissé place à celle de territoires d'avenir**. C'est une première victoire pour Familles Rurales qui a toujours défendu la vision d'une ruralité moderne et dynamique.

Néanmoins, les zones rurales demeurent plus que jamais confrontées au recul des services publics ce qui alimente un sentiment d'abandon. 60% des ruraux font état d'une dégradation de l'accès aux services publics ces dernières années et 66% aux services de santé. 51% des ruraux ont le sentiment de ne pas ou peu bénéficier de l'action des pouvoirs publics au sein de leur commune, contre seulement 33% pour le grand public. Le déficit de services publics est le principal frein identifié par le grand public pour s'installer en zone rurale (70% ; +6 pts vs 2020).

L'inflation touche plus fortement les habitants des zones rurales en raison de l'explosion des dépenses d'énergie et de carburant. Ceci induit des restrictions importantes et un risque de précarisation croissant. Ainsi, 55% des ruraux déclarent renoncer à des achats alimentaires par manque d'argent (43% pour l'ensemble des Français), 48% à utiliser leur voiture individuelle (41% pour l'ensemble des Français) et 44% à chauffer leur logement (39% pour l'ensemble des Français).

Malgré ce contexte et contrairement aux idées reçues, **les ruraux sont tout aussi inquiets du réchauffement climatique que l'ensemble des Français et tout aussi disposés à agir**, à condition qu'ils en aient les moyens. 60% des ruraux pensent d'ailleurs que les objectifs d'amélioration du pouvoir d'achat et de transition écologique sont conciliables (55% pour le grand public).

Pour Familles Rurales, la construction d'un modèle de développement plus durable doit être accessible à tous et prendre en compte les spécificités des territoires. Si les grandes métropoles disposent de réseaux de transports en commun, de gares importantes ou encore d'un maillage de services de proximité, les territoires ruraux vivent au quotidien la dépendance au véhicule individuel, l'absence de solutions de mobilité, l'éloignement des services et une plus grande précarité énergétique du fait des « passoires thermiques ». **Il est urgent de construire des solutions adaptées pour engager pleinement les zones rurales dans la transition écologique**. A titre d'exemple, pour les inciter à se passer de leur véhicule individuel, les ruraux sont en demande d'une offre de transports collectifs plus adaptée à leurs besoins (43% ; vs 34% pour le grand public).

« Pour faire reculer la fracture territoriale et préparer l'avenir, **il est temps pour les pouvoirs publics d'agir fortement et de déployer une véritable politique structurelle pour accompagner les zones rurales et la population.** Celle-ci doit permettre de remplir deux objectifs principaux : casser la spirale du recul des services de proximité pour en garantir l'égal accès à tous et développer une politique ambitieuse de transition écologique adaptée aux territoires. **C'est ce que nous attendons du plan France Ruralités qui sera prochainement annoncé par le gouvernement** », souligne Guylaine Brohan, présidente de la fédération nationale Familles Rurales.

10 pistes pour construire l'avenir des ruralités

Familles Rurales réitère ses principales propositions :

1. Assurer un socle minimum de services de proximité dans chaque territoire afin d'en garantir un égal accès à tous.
2. Créer un plan d'urgence pour mettre fin aux déserts médicaux, y compris grâce à la régulation transitoire de l'installation des médecins.
3. Accompagner davantage la dématérialisation des services publics, renforcer les dispositifs d'inclusion numérique et d'accompagnement aux démarches administratives, pérenniser le dispositif des conseillers numériques.
4. Déployer un plan de mobilité durable adapté aux territoires ruraux : réouverture des gares et petites lignes de train, développement de l'usage du véhicule électrique en diminuant son coût, politique spécifique visant à développer les mobilités douces dans les zones rurales, soutien au développement des solutions de transports solidaires, baisse de la TVA à 5,5% pour les transports en commun.
5. Créer un bouclier carburant ciblé pour les ménages contraint d'utiliser leur véhicule individuel et n'ayant pas accès à une offre de transport collectif.
6. Accroître le soutien à la protection de la biodiversité et à la valorisation des aménités rurales.
7. Mieux accompagner les ménages pour la rénovation des passoires énergétiques : créer un principe de « zéro reste à charge » pour les plus modestes, augmenter les seuils d'aides de « Ma prime Rénov », créer une obligation de résultats pour les professionnels concernant les travaux de performance énergétique.
8. Déployer un plan national du « Manger mieux » décliné sur chaque intercommunalité afin de renforcer la consommation locale et de saison, accompagner l'évolution des comportements alimentaires et lutter contre le gaspillage alimentaire et le suremballage.
9. Accroître le soutien aux réseaux d'associations assurant des services à la population dans les zones rurales et en assurer la pérennité grâce à un statut spécifique.
10. Créer 100 000 emplois francs destinés à soutenir l'embauche dans les associations des zones rurales et périurbaines et 1000 postes de conseillers transition écologique pour fédérer les acteurs des transitions et dynamiser les projets.

Contact :

Niki Vouzas, niki.vouzas@famillesrurales.org, tél 06 49 49 75 17